



DÉCISION

Décision n° SK/AF/2023/.179

Mission de coordonnateur, sécurité et protection de la santé pour les travaux de réhabilitation et d'extension d'un ancien bâtiment pour la réalisation d'un conservatoire de musique et de danse

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal, en date du 5 juillet 2020, affichée le 6 juillet 2020 et reçue par la Sous-Préfecture de l'Arrondissement de SENLIS le 6 juillet 2020, portant délégations au Maire de Senlis en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la Commande Publique, et notamment son article R2123-1 1°,

CONSIDERANT qu'après estimation des besoins, une procédure adaptée a été lancée pour la mission de coordonnateur, sécurité et protection de la santé pour les travaux de réhabilitation et d'extension d'un ancien bâtiment pour la réalisation d'un conservatoire de musique et de danse,

CONSIDERANT qu'au terme de l'avis de publicité, publié le 07 février 2024 sur le profil acheteur et e.marchéspublics.com, douze (12) offres ont été réceptionnées dans les délais,

CONSIDERANT qu'il ressort de l'analyse que l'offre de SOCOTEC CONSTRUCTION est économiquement la plus avantageuse,

DÉCIDONS

Article 1 – La conclusion d'un marché public relatif à une mission de coordonnateur, sécurité et protection de la santé pour les travaux de réhabilitation et d'extension d'un ancien bâtiment pour la réalisation d'un conservatoire de musique et de danse avec SOCOTEC CONSTRUCTION, 13 avenue du parc Alata – 60100 CREIL.

Article 2 – Le marché est conclu à compter de la notification et prendra fin à la réception du conservatoire par la Ville.

Article 3 – Le montant de la prestation est de 17 710,00 € H.T., soit 21 252,00€ T.T.C.

Article 4 – Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget général.

Article 5 – Le présent acte peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de son rendu exécutoire, pour saisir le Tribunal Administratif, 14 rue Lemerchier - 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

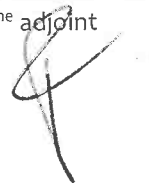
Article 6 – L'ampliation de la présente décision sera adressée à :

- La Sous-préfecture de Senlis,
- Le Receveur de Senlis,
- L'intéressé.

Fait à Senlis, le 04 JUIN 2024

Par délégation du Maire,

Patrick GAUDUBOIS
2^{ème} adjoint



Cette décision a été
Reçue en Sous-Préfecture le :
Affichée le :
Publiée sur le site internet de la Ville :

04 JUIN 2024

04 JUIN 2024

04 JUIN 2024